

Comme il est précisé ci-dessus, il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour exporter vers les États-Unis la plupart des marchandises du Groupe 2. Il s'agit d'une politique de longue date qui découle de l'intégration de l'industrie de défense en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous ne disposons donc d'aucune donnée sur les exportations militaires vers les États-Unis et aucune statistique s'y rattachant ne peut figurer dans le présent rapport.

Certains types de statistiques sur les exportations destinées à des fins militaires peuvent provenir d'autres sources, comme Statistique Canada ou la Corporation commerciale canadienne. Elles peuvent toutefois comprendre des biens non militaires (rations alimentaires, ordinateurs commerciaux, aéronefs ou autres articles civils, etc.). Puisqu'il n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et les numéros d'articles de la LMEC et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison significative ne peut être établie entre les données des deux sources.

La norme reconnue à l'échelle internationale pour les statistiques sur le commerce militaire mondial est le Registre des armes classiques des Nations Unies mentionné plus haut. Celui-ci ne comprend que certaines catégories de systèmes d'armes et n'inclut pas les pièces, les composants et le vaste éventail de systèmes non létaux (systèmes de radar, simulateurs, logiciels à usage militaire, etc.) qui constituent une bonne partie de nos exportations militaires.

En 2002, la valeur des exportations de marchandises militaires s'est élevée à quelque 678 millions de dollars contre 592 millions de dollars en 2001. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA ont été les destinataires de 80 % d'entre elles. De plus en plus, la majeure partie des exportations canadiennes de produits militaires (près de 90 %) est destinée à des pays très développés. Il n'y a eu que deux exportations, (moins de 1 % du total) vers des pays désignés « à faible indice de développement humain » en vertu du Programme des Nations Unies pour le développement. Comme l'indique le tableau 2, le principal marché militaire en 2002 — sans compter les États-Unis — était encore le Royaume-Uni, qui a acheté pour 168 millions de dollars de produits canadiens, soit le quart de nos ventes à ce chapitre. Les autres marchés les plus importants pour nos exportations de défense en 2002 ont été l'Australie, l'Allemagne et la Corée. Ensemble, ces quatre destinations ont absorbé les deux tiers des exportations de défense canadiennes, si l'on exclut les États-Unis.

Dans un secteur où l'on vend des articles d'une grande valeur, nos exportations sont modestes par rapport à celles du reste du monde — selon le Registre des Nations Unies, le Canada représente moins de 1 % du marché mondial des armes. Chaque transaction peut donc avoir une influence disproportionnée sur les statistiques. Les grandes fluctuations, d'une année à l'autre, reflètent souvent le début ou la dernière phase d'un